Section de Haute-Garonne

La force de tous les agents de la DGFiP

avril 2018

Contact : Christian TERRANCLE 06 19 35 90 26

Communiqué de Presse

Une histoire simple, récente et véridique du service public des Finances Publiques

Pour planter le décor le service de l'Enregistrement qui existait à Toulouse et Saint-Gaudens a été centralisé à Toulouse depuis le 1er avril 2018, malgré les protestations des personnels. Une de ses missions est, pour faire court et compréhensible, notamment d'enregistrer les dons manuels (un grand-père à ses petits enfants) et de permettre la libération des assurances-vie (suite à un décès dans de nombreux cas ce qui permet à beaucoup de payer les frais d'obsèques parce que l'argent est ensuite déblocable à la banque en quelques jours à peine).

Le parcours du combattant d'un habitant du Comminges

Le lundi 9 avril un monsieur qui habite vers Saint Béat a besoin de « libérer » une assurance-vie pour payer les frais d'obsèques de la personne qui la détenait. Il va à la trésorerie la plus proche : Bagnères de Luchon (20 kms une 20ne de minutes ça va). Là on lui dit : " *nous on ne fait pas ça il faut que vous alliez au Centre des Finances Publiques de Saint-Gaudens* ".

Il reprend sa voiture et arrive donc à Saint-Gaudens (une 50ne de minutes et de kms) où on lui dit : " *Nous sommes désolés monsieur mais depuis le 1er avril tout a été centralisé à Toulouse* ".

Comme il a absolument besoin du document il reprend sa voiture et va à Toulouse (une 100ne de kms et plus d'une heure). Il finit par arriver Rue des Lois (plein centre à côté du Capitole) juste à midi. Coup de chance pour lui pile au moment où la personne de l'accueil ferme la porte. Évidemment les personnels de l'Enregistrement le reçoivent quand même alors qu'ils devaient fermer et il finit par avoir son document à 12h30. Là, il doit reprendre sa voiture et rentrer à Saint Béat (130kms pour 1h30).

Parti de chez lui vers 8h00 du matin ce monsieur sera donc de retour vers 17h00 et pourtant il a eu de la chance !!! D'abord il est arrivé juste à la fermeture, une minute plus tard il était bon pour attendre la réouverture à 13h30 (et on n'était ni un mercredi, ni un vendredi où les services sont fermés l'après-midi). Ensuite les agents ont le sens du service public et le respect des citoyens et l'ont reçu après les horaires normaux d'ouverture (au passage l'agent a amputé sa pause méridienne d'autant). Enfin, après avoir passé 4 ou 5h et 300kms dans sa voiture il n'a pas eu de panne ou d'accident… Mais il a son document (gratuitement si ce n'est l'essence le parking et le péage) qui va lui permettre de remplir ses formalités en très peu de temps.

Comment décrypter cette histoire d'un service public régulièrement attaqué ?

D'abord que se passera-t-il la prochaine fois ou qu'en dira-t-il à son voisin s'il lui en parle ? Eh bien il y a fort à parier qu'il n'aille pas à Toulouse et se dise que le plus simple est d'aller chez un notaire. Lequel, alors que cette formalité ne présente aucune difficulté juridique ou administrative, fera la démarche à sa place auprès des Finances Publiques pour rien ou presque et lui fournira au mieux une réponse 15 jours plus tard accompagnée d'une facture sans doute aux alentours de 200€.

C'est un transfert de la dépense publique vers la dépense privée comme c'est fait (et de plus en plus) pour de nombreuses dépenses de transport, de santé, d'éducation… Au final c'est l'individu qui paye et bien plus cher et plus le collectif qui assume la charge d'un service public universel. Mais surtout dans cette histoire ce sont toujours les mêmes sur qui ça pèse : les plus modestes et les plus éloignés des métropoles départementales ou régionales. Parce que, pour se placer dans l'actualité, si les héritiers de Johnny Halliday se bagarrent en famille, il serait étonnant qu'ils aient eu besoin de courir aux Finances Publiques pour libérer une assurance-vie leur permettant de payer ses obsèques. Et pour eux, les notaires, banquiers et autres croque-morts devaient faire la queue devant la maison pour s'occuper de « l'affaire du siècle »… Pas besoin de service public dans ce cas.

Voilà aussi pourquoi nous serons en grève le 3 mai